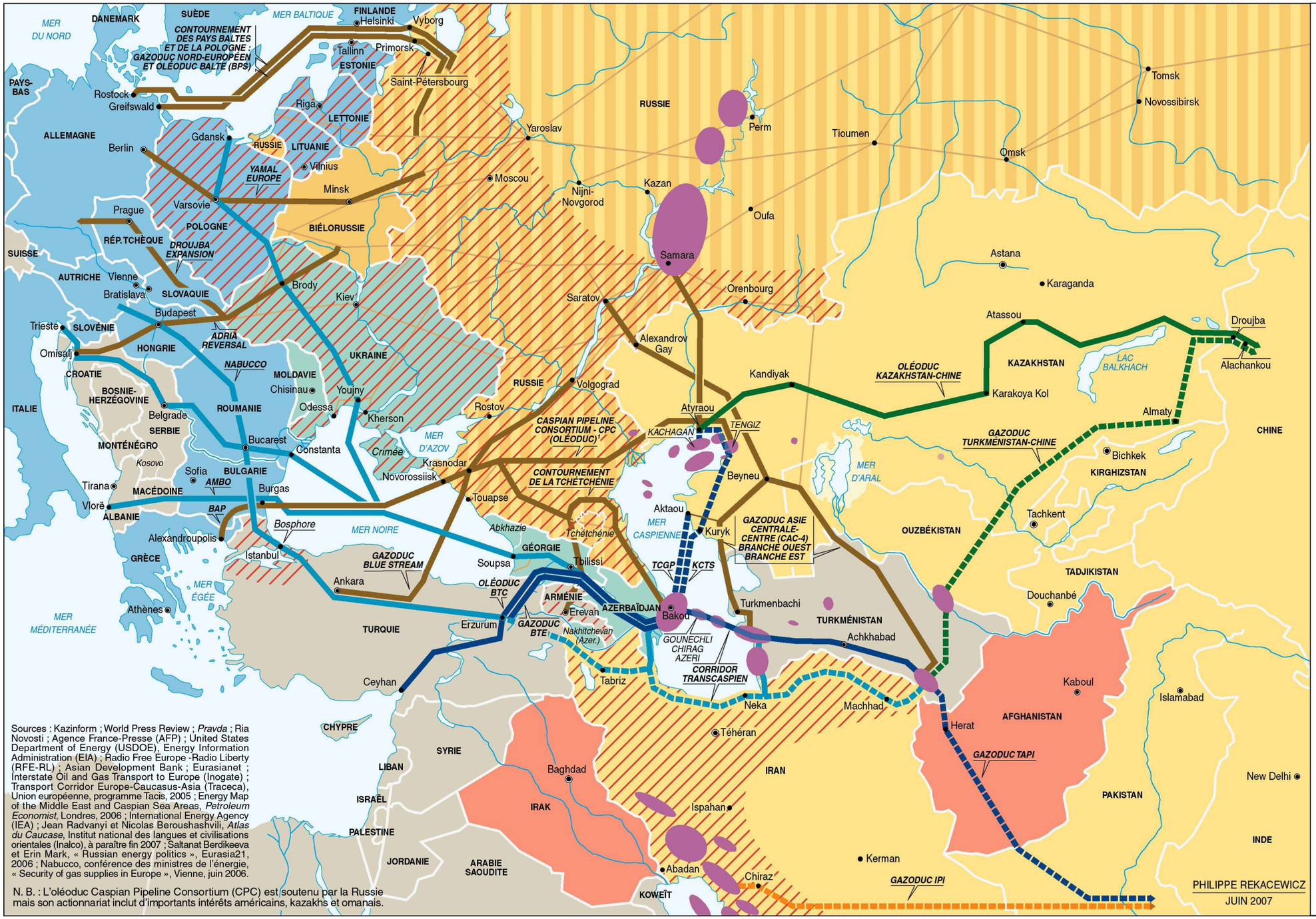

Sources : Kazinform ; World Press Review ; *Pravda* ; Ria Novosti ; Agence France-Presse (AFP) ; United States Department of Energy (USDOE), Energy Information Administration (EIA) ; Radio Free Europe -Radio Liberty (RFE-RL) ; Asian Development Bank ; Eurasianet ; Interstate Oil and Gas Transport to Europe (Inogate) ; Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia (Traceca), Union européenne, programme Tacis, 2005 ; Energy Map of the Middle East and Caspian Sea Areas, *Petroleum Economist*, Londres, 2006 ; International Energy Agency (IEA) ; Jean Radvanyi et Nicolas Beroushashvili, *Atlas du Caucase*, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), à paraître fin 2007 ; Saltanat Berdikeeva et Erin Mark, « Russian energy politics », Eurasia21, 2006 ; Nabucco, conférence des ministres de l'énergie, « Security of gas supplies in Europe », Vienne, juin 2006.

N. B. : L'oléoduc Caspian Pipeline Consortium (CPC) est soutenu par la Russie mais son actionnariat inclut d'importants intérêts américains, kazakhs et omanais.

Alliances politiques et économiques

Pays membres

- du GUAM : Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie (organisation pro-occidentale)
- de l'Union européenne
- de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS)
- de l'Union Russie-Biélorussie
- à la fois de de l'OCS et de l'Union Russie-Biélorussie

« Guerre » des gazoducs et des oléoducs

- Principaux gisements de pétrole et de gaz

Grands projets de gazoducs et d'oléoducs

Existants ou en cours de construction et/ou de rénovation	Envisagés	Soutenus par
		la Chine
		la Russie
		les Etats-Unis
		l'Union européenne
		l'Iran

- Principaux réseaux de gazoducs et d'oléoducs des pays de l'ex-Union soviétique

Par où passer ? Géostratégie des « contournements »

- Pays dans lesquels la majeure partie du territoire échappe au contrôle de l'Etat et où la sécurité des gazoducs et des oléoducs ne peut être assurée
- Territoires à « éviter » — selon les acteurs du « grand jeu » — pour l'évacuation du gaz et des hydrocarbures des zones d'extractions vers les marchés (Etats-Unis, Europe, Chine et Japon) :

Les Etats-Unis et l'Union européenne cherchent à tout prix des voies d'approvisionnement à travers le sud du Caucase, la mer Noire et la Turquie pour éviter les territoires russe et iranien (néanmoins, les Européens soutiennent toujours un projet de gazoduc - route sud - traversant le nord de l'Iran).

La Russie cherche à contrôler - jusqu'ici sans succès - les réseaux de gazoducs et d'oléoducs des pays de transit (Géorgie, Ukraine, Biélorussie, Hongrie et Pologne). Elle a signé, le 12 mai 2007, un accord avec le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan pour la rénovation du gazoduc CAC-4, ce qui met à mal les projets concurrents des Occidentaux. Par ailleurs, elle a mis en service un oléoduc de contournement pour éviter le territoire tchétchène. Enfin, en soutenant d'une part le projet de gazoduc et d'oléoduc à travers la mer Baltique (accès direct au marché allemand), et d'autre part l'oléoduc Burgas-Alexandroupolis pour éviter d'utiliser le détroit du Bosphore, la Russie pourrait à court terme disqualifier l'Ukraine comme pays de transit, ainsi que la Pologne et les Pays baltes. Ceux-ci ont d'ailleurs décrit les projets russes en mer Baltique comme la *version énergétique du pacte germano-soviétique de 1939*.

L'Azerbaïdjan impose le contournement de l'Arménie voisine, avec laquelle il est toujours en conflit.

Ressources énergétiques autour de la mer Caspienne : géopolitique des tubes